

Communiqués



Communiqués

Le PS condamne sans réserve les actions illégales de dégradations des biens publics organisés par la Coordination Rurale 32 !

Le parti socialiste 32 fait de la lutte pour un revenu agricole décent, pour une agriculture durable et de qualité son combat ! Sa position sur la loi Duplomb est claire : elle ne répond en rien à ces deux objectifs pour soutenir nos agriculteurs et nos agricultrices.

L'agriculture doit être rentable pour permettre de faire vivre nos paysans et soutenir un modèle économique durable, respectueux de l'environnement et de la santé. Nous devons répondre conjointement à ces deux enjeux.

Parce que l'agriculture est un bien commun, elle nécessite des débats sans caricatures et un esprit de concorde pour ensemble relever les défis de l'agriculture du 21ème siècle face à la mondialisation, à la concurrence déloyale en Europe, au réchauffement climatique, à la gestion de l'eau, et aux impératifs de santé.

Le PS 32 condamne fermement les actions d'intimidations et de dégradations des biens publics. Ces pratiques sont inacceptables en démocratie et n'ont aucune chance de faire gagner les agriculteurs dans leur combat légitime pour vivre dignement de leur métier. Le pays a besoin d'apaisement, de respect et d'écoute, et non de tensions et de conflictualité.

Nous apportons tout notre soutien aux agents du conseil départemental, à son Président Philippe Dupouy et ses élus qui ont subi des dégradations de la part de la Coordination Rurale, ainsi qu'aux militants de partis politiques démocratiques qui doivent pouvoir exprimer librement leur point de vue. Ces pratiques déshonorent la profession.

Muriel Abadie déclare

UNE DETTE AUSSI ABYSSALE QUE L'INJUSTICE DES EFFORTS PROPOSES

3. L'instauration d'une année blanche, c'est-à-dire le gel des prestations sociales notamment, c'est une perte supplémentaire de pouvoir d'achat alors que le taux de pauvreté est en très forte augmentation.

Muriel Abadie déclare " Un budget de la nation qui ne prend pas en considération l'impératif de justice sociale est un budget pour les riches.

C'est inacceptable !

La loi DUPLOMB, Ue loi sociale , ni environnementale , ni sanitaire, qui ne sauvera pa la souveraineté alimentaire ni nos agriculteurs et agricultrices

3. Celui de l'accaparement de la ressource en eau au détriment de sa bonne gestion. Notre système Neste pour stocker l'eau de ruissellement l'hiver au bénéfice du territoire (eau potable pour la population ; irrigation pour l'économie agricole; industrie centrale de Golfech; tourisme durant l'été) est exemplaire. Il nécessite l'entretien des retenues et de la recherche pour travailler l'optimisation de l'utilisation de l'eau face au réchauffement climatique. Mais il démontre qu'il y a des alternatives à ce que nous propose la loi : construire des bassines qui portent atteintes a des espèces protégées ne bénéficiant qu'à une minorité d'agriculteurs pour des cultures promises majoritairement à l'exportation. Elles n'auront en outre que des inconvénients écologiques sur la biodiversité.

Muriel Abadie, 1ere secrétaire fédérale du Gers déclare :